

## L'ANCESTRAL OBSCURANTISME...

Le 11 septembre 2001, pour la première fois, un «*acte de guerre*» a pu échapper à la censure. C'est ainsi que tout un chacun a pu assister, quasiment en direct, aux effets horribles d'un bombardement.

Personne ne peut accepter l'inacceptable et les milliers de victimes de la folie meurtrière d'idéologues plus ou moins tarés ont droit à toute notre compassion. Pour autant, doit-on participer à cette sorte d'hystérie collective à laquelle nous assistons.

Dans le vaste monde on prie beaucoup... C'est le triomphe de l'esprit grégaire. Dans ce domaine des dirigeants russes, hier encore, responsables du KGB se sont particulièrement distingués.

Dès le lendemain du drame, on pouvait lire dans le quotidien russe: «*Une guerre entre les civilisations a commencé. Une guerre d'Allah contre Jésus, des pauvres contre les riches, des barbares contre le monde civilisé*».

Et le Figaro de remarquer: «*Depuis le début de la perestroïka, c'est un leitmotiv. Et les dirigeants russes, les uns après les autres, ont toujours revendiqué leur appartenance à l'Europe et à la civilisation judéo-chrétienne*»...

Et, cerise sur le gâteau: «*Des icônes ont été posées à Moscou, sur l'asphalte, devant l'ambassade américaine. Des bougies les illuminent*».

Quant à Bush, il a commencé par proférer cette énormité: «*C'est la guerre du bien contre le mal*».

C'est exactement le terrain sur lequel se situent tous ceux qui, dans le monde entier (à commencer par Oussama Ben Laden lui-même!), considèrent l'impérialisme américain comme le «*grand satan*» à l'origine de tous nos maux. Les choses ne sont pas aussi simples et, pour ne citer que cet exemple, les centaines de milliers d'Irakiens, aujourd'hui encore, victimes «*d'actes de guerre*» ont, eux aussi, droit à notre compassion.

Comme toujours, la guerre est un excellent prétexte pour justifier une sorte «*d'union sacrée*» et nous pouvons, grâce à la télévision, assister à nombre de manifestations de caractère religieux qui ne sont pas sans rappeler les fastes du Moyen-âge.

Certes, Jaurès n'avait pas tort lorsqu'il affirmait que le «*capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage*», mais, sans le concours du fanatisme religieux, comment convaincre les peuples de s'entretuer pour la plus grande gloire de Jésus ou d'Allah?

Cela étant comme toujours, la vie reprend ses droits. Dans la vieille Europe, les bureaucraties de Bruxelles poursuivent allègrement leur œuvre de destruction de tous les acquis sociaux gagnés de haute lutte dans le cadre des états nationaux et la théologie de la subsidiarité, autrement dit de la «*servitude volontaire*» fait des ravages.

En France, la marche à l'unité syndicale s'accélère. Certains dirigeants syndicaux «*néo-socialistes*», semblent même prêts, dans le cadre de la C.E.S. à se mettre sous la coupe de Nicole Notat elle-même.

Ne parlons pas des «*néo-staliniens*» qui, à l'instar de leurs homologues russes, en rajoutent dans le ralliement au pire des obscurantismes.

Dans cet ordre d'idées, on ne peut que saluer l'initiative de Patrick HÉBERT, Secrétaire de l'U.D.C.G.T

F.O. de Loire-Atlantique, qui a proposé lors de la réunion du C.C.N de son organisation le vote d'un amendement et regretter qu'il ait été repoussé par la majorité du C.C.N.

Comme on le voit, la situation n'est guère exaltante. Cependant, on aurait tort de céder au découragement. Partout, dans le monde, la lutte des classes se poursuit. Bientôt, une conférence ouvrière va se tenir à Berlin. Les dirigeants de l'AFL-CIO, eux-mêmes, gardent leur sang froid et puisqu'il est question «*d'actes de guerre*», pourquoi ne pas rappeler le vieux mot d'ordre: «L'union des travailleurs fera la paix du Monde».

Alexandre HÉBERT.

-----

## CO-LÉGISLATEURS, UNICITAIRES ET SUBSIDIAIRES...

Notre camarade Pierre FERME a bien raison d'évoquer la «*Charte d'Amiens foulée aux pieds*».

Au moment même où la centrale de l'Avenue du Maine prétendait honorer la mémoire de Robert Bothereau qui, rappelons-le opposait «*le mouvement à l'institution*» et qui, en 1947, déclarait: «*La crise est due au glissement du syndicalisme loin de son chemin de self-détermination. Elle résulte de la menace qui pèse sur son indépendance à l'endroit des partis politiques. C'est là pour le syndicalisme ouvrier un mal endémique, sans doute congénital, n'ayant jamais cessé de le menacer, mais que les événements actuels ont fait renaître avec violence*».

Les dirigeants de la C.G.T.-F.O. font un pas de plus dans la soumission aux dirigeants du parti dit «*socialiste*» eux-mêmes, il est vrai, fidèles exécutants des «*directives*» de la Commission de Bruxelles.

Nous apprenons que le parti «*néo-socialiste*» tiendra, le 13 octobre à la Cité des Sciences de la Villette, un colloque intitulé «*Éducation et formation, le projet socialiste*», et les initiateurs nous disent que:

«*Le colloque sera articulé autour de quatre tables rondes, la première sur le droit à la formation tout au long de la vie comme enjeu majeur du 21<sup>ème</sup> siècle rassemblera Jérôme Blindé, Directeur de la division de l'anticipation et des études prospectives à l'UNESCO, Annie Thomas, secrétaire nationale de la C.F.D.T., Dominique Taddei, membre du C.E.S. (Conseil Economique et Social), Alain Touraine, sociologue, Jean-Jacques Briouze, secrétaire national chargé de la formation à la CGC et Yassir Fichtali, président de l'UNEF.*

*La seconde table ronde portera sur «la société du plein emploi: le pari de la connaissance» et verra intervenir Jean Le Garec, député et président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée Nationale, Jean-Claude Quentin, secrétaire confédéral de F.O., Michel Joubier, secrétaire confédéral de la C.G.T., Lionel Dubois, secrétaire confédéral de la C.F.T.C., Eric Besson, secrétaire national à l'emploi au P.S. et Jean-François Noël, délégué national à la formation professionnelle».*

Comme on peut le constater, Jean-Claude Quentin, «*secrétaire confédéral de F.O.*» participera, es-qualité, à l'élaboration, «*en vue des prochaines échéances électorales*», d'un «*projet*» destiné à affiner la liste, déjà longue, des mesures mises en œuvre, par la gauche plurielle, contre l'école de Jules Ferry.

Bien entendu, pour cette basse besogne, Jean-Claude Quentin, sera assisté de la fine leur des bureaucraties syndicales qui osent encore se prétendre les défenseurs des intérêts des travailleurs.

Peut-on imaginer meilleur exemple de soumission à la théologie de la subsidiarité et à la théorie du «*syndicalisme rassemblé*» due à l'imagination fertile des dirigeants néo-staliniens de la C.G.T.

Alors, parti unique... syndicat unique?

Il semble bien que les temps soient venus pour que les défenseurs de l'indépendance syndicale, c'est-à-dire de la démocratie, trouvent, eux aussi, les moyens de se «*rassembler*» pour organiser l'indispensable résistance aux agissements des «*totalitaires*».

Alexandre HÉBERT.

-----

## **C.C.N. DE LA C.G.T.F.O. DES 11 et 12 SEPTEMBRE 2001**

### **AMENDEMENT DE PATRICK HÉBERT**

*Dans la suite de la «refondation sociale» du MEDEF et après la loi de «modernisation sociale», votée par les députés au printemps, le gouvernement s'engage dans la «rénovation sociale» et envisage de déposer un projet de loi, dite de «démocratie sociale».*

*Le C.C.N rappelle que notre Confédération s'est constituée pour défendre l'indépendance syndicale, que ce combat permanent s'est notamment traduit par l'appel en 1969 à rejeter le référendum qui visait à intégrer les Confédérations syndicales dans un Sénat corporatiste.*

*Rappelant que l'indépendance syndicale est une condition nécessaire de la démocratie, le CCN rejette par avance toute tentative d'imposer au syndicalisme libre et indépendant en 2001, ce qu'il a rejeté en 1969.*

*Force Ouvrière rejette toute tentative de transformer la négociation collective en un échelon de la loi, le domaine de la loi et celui de la négociation collective doivent rester séparés.*

*D'aucune manière, F.O. n'a vocation à jouer le rôle de subsidiaire du gouvernement, chargé, entre autres, de transposer par la «négociation» les directives européennes.*

-----

## **LA CHARTE D'AMIENS FOULÉE AUX PIEDS...**

Les commémorations ont au moins l'avantage de fournir aux historiens la circonstance de tracer ou retracer des événements qui, sans cela, iraient aux oubliettes. Mais, c'est bien connu, elles sont presque toujours l'alibi de ceux qui perdent la mémoire. Il y a pire que l'amnésie: la trahison de la mémoire, plus navrante encore quand ce sont les mêmes qui commémorent et qui trahissent. La trahison n'est après tout que le reflet d'une autre fidélité, d'une autre «foi».

Ainsi, en est-il de la Charte d'Amiens, commémorée en 1996 par la C.G.T.F.O., et cabouée en juillet 2001 par la signature par la C.G.T.F.O., les patrons et les chrétiens sociaux d'une «*position commune*» sur «*les voies et moyens de la négociation collective*».

A force de dériver lentement, la Confédération C.G.T.F.O. a fini par franchir la ligne jaune - la ligne des «*jaunes*» pourrait-on dire et à livrer au patronat et à l'État presque tout ce qu'il restait d'indépendance dans le syndicalisme. En 1947, au moment de la scission, Robert Bothereau déclarait: «*La crise est due au glissement du syndicalisme loin de son chemin de self-determination. Elle résulte de la menace qui pèse sur son indépendance à l'endroit des partis politiques. C'est là pour le syndicalisme ouvrier un mal endémique, sans doute congénital, n'ayant jamais cessé de le menacer, mais que les événements actuels ont fait renaître avec violence*».

La célébration en 1996 du 90<sup>ème</sup> anniversaire de la Charte d'Amiens avait fait l'objet de la publication d'une excellente brochure par la C.G.T.F.O. qui retraçait le contexte et les débats de très haute qualité ayant donné naissance à ce texte fondateur. Un retour sur l'Histoire s'impose pour mieux analyser le présent.

A Amiens donc, en octobre 1906, au Congrès de la vraie C.G.T., ce fut un débat théorique de la plus haute importance qui agita la toute jeune confédération pendant pas moins de 3 séances. Renard, pour le Textile, fut à l'origine de la controverse en proposant une motion d'alliance avec le parti socialiste de Jean Jaurès, unifié en 1905 dans la SFIO.

Parmi les nombreuses interventions, celle de Niel, qui différençia notamment l'action syndicale et l'action politique:

*«L'action syndicale est donc celle qui s'exerce sur le terrain économique, par tous les ouvriers, contre le mal économique. Ce n'est pas autre chose que l'action directe sous toutes ses formes (...). L'action politique, c'est celle qui est inspirée par les préoccupations morales des citoyens, qui voudraient établir entre les hommes des relations sociales conformes à leurs désirs.*

*Elle est exercée par ceux qui croient que les rapports entre les hommes ne pourront jamais être réglés sans l'État; par ceux qui croient que les réformes ne peuvent venir que de la loi; par ceux qui affirment l'impossibilité de transformer la société sans la conquête des pouvoirs publics».*

A la séance suivante, le lendemain, Merrheim ouvrit les débats: *«Laissons donc au syndicat sa fonction propre de véritable lutte de classe, que son action soit une lutte incessante contre toutes les légalités, tous les pouvoirs, toutes les forces oppressives, disons-nous bien que nous n'avons pas le droit de l'en distraire pour d'autres besoins».*

Le secrétaire général Griffuelhes répondit aux intervenants en repoussant et la motion du Textile visant à l'alliance avec les socialistes, et celle du Livre qui voulait: *«limiter l'action au rayon purement corporatif et nous ramener au trade-unionisme anglais. Ce serait rétrécir le cadre de l'action syndicale et lui enlever toute affirmation de transformation sociale».*

Puis le texte du Bureau Confédéral, rédigé par Pouget conseillé par Niel, Griffuelhes et Delesalle notamment fut mis aux voix et adopté à la quasi unanimité. C'est ce qu'on appelle depuis la Charte d'Amiens.

Lorsqu'on se pénètre des travaux de ces camarades, il y 95 ans, et qu'on lit la *«position commune»* rédigée sous le logo patronal de la *«refondation sociale»*, qui a été paraphée par la C.G.T.F.O., on mesure l'étendue des ravages causés dans cette confédération (qui prétend continuer la C.G.T. authentique) par l'offensive politico-patronale dénommée *«refondation sociale»*.

Un de ses chantres, Gautier-Sauvagnac, patron de la Fédération patronale des Mines et des Métaux expliquait il y a peu:

*«Le succès de l'entreprise (de refondation sociale) exige de réaliser un consensus le plus large possible avec les organisations syndicales, partenaires incontournables d'une refonte de notre système de relations sociales, et de son acceptation par les autorités politiques (...).*

*De fait la refondation sociale ne poursuit rien d'autre que la mise en œuvre du principe de subsidiarité (...); la compétence de chaque échelon, loi, règlement, accords collectifs professionnels, de branche ou d'entreprise, doit être définie, chaque échelon étant doté des moyens et de la légitimité propres à exercer dans la confiance les missions qui lui sont attribuées (...).*

*Encore faut-il que la société civile retrouve, dans le respect de l'ordre public, toute sa liberté de manœuvre, source d'initiative et de vocation entrepreneuriales, à même de créer de nouvelles richesses pour le bien commun».*

Nul doute que Gautier-Sauvagnac, qui menait la délégation patronale du *«chantier voies et moyens de l'approfondissement de la négociation collective»*, a plus qu'inspiré la *«position commune»*. Car le texte de celle-ci n'est que la déclinaison des objectifs du patronat cités ci-dessus. Tout y est:

- le consensus (même si la C.G.T. recentrée de Thibault, bien que d'accord, n'a pas signé le texte), obtenu contre un traitement de faveur des militants syndicaux et un droit de saisine insipide et inutilisable;
- l'acceptation par les autorités politiques qui est impérieusement demandée et pour laquelle les signataires se sont engagés à effectuer les démarches idoines;
- la subsidiarité par la nette délimitation des compétences de chaque étage des relations sociales, dans le respect d'un nouvel ordre public social, et par l'obligation de mettre en musique les ordres supérieurs, le texte allant même jusqu'à prévoir la transcription des directives européennes par la voie conventionnelle;
- la liberté de manœuvre à chaque stage par la destruction camouflée du principe de faveur et de hiérarchie des textes, à coup d'accord d'entreprise, d'accord dérogatoire et car la suppression du caractère automatiquement normatif et impératif ces textes supérieurs;
- le bien commun qui est partout sous-jacent dans la volonté affichée de mettre en place *«un système performant de relations sociales (...), respectueux des personnes (...) et adapté à une économie diversifiée et ouverte sur le monde».*

Et même plus: la négation de l'organisation syndicale qui perd sa prééminence au profit des Comités d'entreprises, des délégués du personnel, de salariés mandatés.

Et si ça ne suffit pas, le référendum, machine à faire triompher les foules ignares et inorganisées, sera appelé à la rescousse.

Cette *«position commune»* ne pouvait que convenir à la C.F.D.T., filiale du MEDEF, dont le sous-chef Jalmain a succédé à Gautier-Sauvagnac, à la présidence de l'UNEDIC. Jalmain pouvait bien faire semblant d'être dépité: les compères et complices ayant piégé les travailleurs à travers la C.G.T.F.O.

Ainsi, sur internet, le patronat exulte sous le titre *«Le bon grain est semé»*, signifiant clairement que la mauvaise graine est séparée, et clignant de l'œil au grain à moudre de Bergeron.

Le réformisme contractuel que fait mine d'accepter le patronat et qu'il qualifie lui-même de «contre-productif, la pseudo-émancipation des relations sociales du carcan étatique et législatif ne peuvent pas faire illusion. Il s'agissait bien pour le patronat que «la négociation d'entreprise retrouve une piste et une liberté qu'elle n'avait jamais eue jusqu'ici». L'immense pas en arrière qui est ainsi fait permettra aux exploités capitalistes de détruire un peu plus ce que la Charte d'Amiens énonçait comme: «*le côté quotidien de l'œuvre revendicatrice au syndicalisme*», à savoir *l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates*».

Pierre FERME.

---

## «DÉMOCRATIE SOCIALE»

Le CCN de la CGT-FORCE-OUVR'ERE réuni à Besançon les 11 et 12 septembre dernier a débattu de la «*démocratie sociale*» que le gouvernement sous l'autorité de Bruxelles relayée subsidiairement par la C.E.S., avec sa future Présidente «*sœur Nicole Notat*» veut mettre en place, afin de soumettre les organisations syndicales à l'association capital-travail, bien connue sous le régime de Vichy. L'UD 44, par la voix de son Secrétaire Général, a défendu sa position d'indépendance totale et nécessaire vis-à-vis de toute collusion, partisane, politique, philosophique et religieuse, conformément à la Charte d'Amiens qui fait que FORCE-OUVRIERE existe encore aujourd'hui. L'UDFO 44 a donc fait valoir un amendement à la commission de résolution générale du CCN défendant cette indépendance. La commission a rejeté ce texte. Le Secrétaire de l'UDFO 44 est revenu à la charge en séance plénière et a proposé son amendement sous forme de motion. Le C.C.N. s'est majoritairement prononcé contre. Cela veut dire que, malgré une belle résolution adoptée, et qui, semble-t-il, observe l'indépendance de la C.G.T.F.O., nous mettons le doigt dans un engrenage qui risque, à terme, de nous broyer par la machination infernale.

Cette «*démocratie sociale*» est le vecteur qui peut-être comparé à un véhicule fou dans lequel on retrouverait au train avant directionnel, le gouvernement à la roue gauche, le MEDEF à la roue droite, filant le train arrière, la C.G.T. à la roue gauche, la C.F.D.T. à la roue droite, sachant qu'il devient parfois nécessaire de permuter les roues pour éviter trop d'usure.

Dans l'habitacle et au volant de ce drôle de véhicule, on y inviterait toute la classe ouvrière à qui l'on ferait croire qu'elle tient la direction et qu'elle aurait la maîtrise de son propre destin dans ses mains. Le moteur de ce véhicule hybride serait construit dans ses usines de l'Union Européenne, le réservoir serait alimenté par les charitables subventions du Fonds Monétaire International. Quand à la carrosserie, elle serait l'œuvre de nos voisins italiens, orfèvres en la matière.

Mais, me direz-vous, quelle place nous serait réservée à nous, FORCE-OUVRIÈRE, dans ce drôle d'engin? La réponse est facile à trouver, car si nous consentions à prendre place dans ce curieux attelage, c'est sous le plancher du coffre, à la place de la roue de secours que nous serions logés car ce coffre serait déjà plein d'ONG et d'associations caritatives en tout genre, sous le haut patronage de l'Abbé Pierre que l'on aurait ressorti de sa «*boîte de pandores*» pour l'enfermer à nouveau dans un coffre.

Gageons que cette caisse sous ces formes séduisantes, «*vecteur de démocratie sociale*» n'irait pas bien loin, chacun tirant à «*hue*» et à «*dia*», et qu'au premier virage elle irait «*droit dans le mur*», comme on dit aujourd'hui. De ce véhicule fracassé pourraient sortir de l'habitacle quelques rescapés sérieusement amochés. Ils ne pourraient même pas utiliser notre roue de secours, rendue totalement inutilisable pour s'être fourvoyée dans ce triste équipage. Certains s'en remettraient certainement petit à petit après une longue convalescence pour perpétuer le genre humain. Mais, soyons certains que leur progéniture referait les mêmes «*conneries*» car ne dit-on pas que la roue est faite pour tourner.

Mais il serait utopique de penser que notre roue à nous, même si elle est de secours, ne pourrait se remettre à tourner après ce triste carambolage. A moins que l'on ne trouve un bon mécanicien, chez Monsieur DE ROBIEN, dans sa bonne ville d'Amiens.

Jean LE CADRE.



## EXTRAITS DE L'INTERVENTION DE JEAN-PAUL NEAU AU C.C.N. À BESANCON, LES 11 ET 12 SEPTEMBRE 2001...

Mes chers camarades,

Que sera demain, dans ce monde, dont Marc nous a tracé, à grands traits, ce matin, le délire de la nouvelle économie et les crashes institutionnels et sociaux de pays tels que la Turquie et le Brésil, l'Argentine et le Japon, ces phares qui n'étaient que des feux follets des naufrageurs de l'humanité.

Quels déchirements, quels combats à venir quand pour survivre à la désespérance, il n'est plus d'autre espérance que la violence? Face à ce monde là, le mouvement syndical international, je veux dire la CISL, je veux dire la CGTFO prétend apporter une autre réponse par de vrais droits, pour les travailleurs dans le cadre d'organisations indépendantes et d'institutions politiques laïques réellement démocratiques.

Évoquant notre Internationale, Marc réaffirmait, ce matin, que ce qui doit rester l'axe central, c'est «*la promotion de la liberté syndicale... base de l'indépendance syndicale*»....

... J'aurais souhaité un plus long développement sur l'évolution de nos rapports avec la Confédération Européenne des Syndicats. Peut-être d'ailleurs, n'y avait-il pas davantage à dire que ce qui a été dit et qui passait par le rôle et les orientations de la C.G.T. et de la C.F.D.T. Peut-être même n'y a-t-il plus rien à dire de la C.E.S et que, par les faits, les écrits et les comportements, tout est dit et s'inscrit dans un faux syndicalisme comme il y a une fausse démocratie, terme que je reprends à notre Secrétaire Général, nous mettant clairement en garde contre le «*débat sur l'avenir de l'Europe*».

Cette «fausse démocratie» est-elle étrangère à la dérive corporatiste revendiquée par le MEDEF et justifiée clairement, en son temps, par notre Confédération?

Poser la question, c'est à nouveau poser le problème de la mise en cause de l'indépendance syndicale tel que cela a d'ailleurs été dit ce matin.

Tel que de nombreuses voix l'ont exprimé il n'y a pas si longtemps, en cette instance, à propos du *Comité de Dialogue Social Européen*.

Tel que demain, nous pouvons le craindre si nous allons vers un parlement dépouillé de ses prérogatives sociales, nous laissant à nous, partenaires sociaux, le privilège d'être, en notre domaine, les co-rédacteurs de la loi et les exécutants de la mise en œuvre des directives européennes.

Au cœur de l'ensemble des revendications et des combats qui nous préoccupent et nous occupent, cette réflexion doit participer à notre débat. Tout s'enclenche trop bien dans tous les domaines pour être le fruit du hasard. Comment ne pas le rapprocher de cette guerre sans nom qui se traduit par la destruction de nos Services Publics et dont Marc a cité de nombreux exemples, ce matin? Ne pas le rapprocher de la destruction de nos droits et de notre protection sociale?

Il suffit de reprendre les six points de revendications énoncés, ce matin, pour l'action. Un mot les résume: Résistance. Résistance sur les retraites, les statuts, les conventions collectives, les Services Publics et la Sécurité Sociale; résistance contre la paupérisation par les salaires.

Autant de thèmes qui méritent l'accord que nous appelons de tous nos vœux, mais dont les enjeux sont tels que nous n'avons droit, ni à l'erreur, ni à l'échec et je pense que la clarté des positions exprimées par Marc, ce matin, sur la Sécurité Sociale, renforce par nos actes, la crédibilité de nos paroles.

-----

## MANUEL DU BON EMPLOI DU «BOVISME»...

Attention, le «*bovisme*» n'est pas directement associé aux bœufs ou aux beaufs... encore que... il se rapporte à la star des média, José Bové et à son bidule, la *Confédération Paysanne*. Je ne parlerai sur le fond de la Confédération, d'autres le font mieux que moi. On s'indigne de ce que la République bourgeoise demande une peine de prison pour le démantèlement prémédité d'un restaurant, de l'arrachage de pieds de riz ne lui appartenant pas.

On peut comprendre, ... encore que la préméditation d'une destruction de restaurant n'a pas grand chose à voir avec d'autres destructions de manifestants qui pètent les plombs. On peut comprendre, ... encore que la préméditation ... quand on leur dit que leur usine va fermer et qu'ils se retrouvent au chômage le lendemain...

Bref, il n'y a pas à s'étonner. Ses moustaches à la Vercingétorix, très à la mode, ne peuvent sauvegarder l'essentiel. José Bové est un fieffé réactionnaire clérical dirigeant un syndicat de patrons.

Fondamentalement, quelle est la position de la *Confédération paysanne* (d'ailleurs, pourquoi confédération?). Car enfin, que reprocher aux OGM? Quel est le danger porté par les OGM? Quelle est la différence entre un OGM et une mutation naturelle? Allez, je vous le donne en mille? C'est tout simplement le fait que, dans les OGM, c'est l'Homme qui triture directement les gènes. Et ça, ça lui est insupportable. Sa déification de la Nature, qui est de nature religieuse, ne peut se doubler que d'un dogmatisme réducteur. Et tout cela amène à une violence quasiment identique à l'Inquisition.

Donc résumons: la Nature, c'est Dieu. Les OGM, ce sont des manipulations faites par des hommes donc c'est le Mal car l'homme se prend pour Dieu. On retrouve bien là les vieux démons des religieux qui s'effraient devant le progrès: Galilée, Bruno, les commandos anti-IVG, les prises de positions vaticanes vis-à-vis de la *Fécondation In Vitro*... alors, vous voulez toujours faire du bovisme? Voici un petit manuel qui vous permettra de boviser correctement:

Vous vous levez le matin. Vous récitez un *Avé*.

Vous déjeuner avec un bol d'eau et nous mangez de la terre.

Vous allez détruire un laboratoire qui travaille dans la génétique. Manque de bol, vous détruisez un laboratoire qui travaille sur la mucoviscidose financé par le Téléthon.

Vous recevez un blâme du Vatican qui, bien que vous soyez un de ses soldats, ne tolère pas que vous cassiez sa banque, en l'occurrence le Téléthon.

Vous récitez un *pater*. Vous déjeuner à midi avec du chou cru. Vous allez aux toilettes.

Vous allez détruire un champ de plantes transgéniques. Manque de bol, c'était un horticulteur qui, certes, trafiquent les gènes, mais avec les boutures ou entes donc, permis par le Vatican, car, bon an mal an, on force certes un peu la Nature, mais bon, la Nature reste peu ou prou maîtresse des choses.

Vous récitez un *bénédicté*.

Vous dînez avec un paquet d'hosties.

Vous parlez derechef détruire un *Pizza Hut*.

Vous recevez 20.000 frs du Vatican et vous n'allez pas en prison.

Vous vous endormez du sommeil du juste après avoir remercié Dieu de tous les bienfaits de la journée en évitant soigneusement les tremblements de terre et autres massacres, ça pourrait lâcher en haut lieu ...

Vous mourrez dans la nuit car les hosties contenaient un produit naturel qui provient de la nuit des temps... de l'arsenic.

Celle fin ne peut malheureusement masquer certains faits. Jojo se réclame de l'anarcho-syndicalisme... Pelloutier, réveille-toi, ils sont devenus fous! Les anarchistes ne doivent pas se tromper.

-----

## ENTRISME...

*«Il n'y avait pas de «secteur entriste» au P.C.I. et Charles Berg n'en était pas le responsable, contrairement à ce qu'il affirmait récemment dans la presse.*

*Membre du secrétariat du bureau politique, et donc l'un des quatre dirigeants de cette formation, je peux dire que je n'ai jamais rencontré dans une réunion interne ceux que l'on présente comme trotskystes. Ni Marc Blondel, ni Jenet pour F.O., ni Robert Cheraemy, Louis Astre, Yannick Simbron pour la FEN, ni Patrick Kessel pour les francs-maçons, J.Feuilly pour le P.S., ni bien sûr Jean-Marie Le Guen, Manuel Valls ou Lionel Jospin.*

*Quant à Roger Sandri, numéro deux de F.O., il n'est devenu lambertiste qu'après sa retraite de la Confédération de l'Avenue du Maine. Seul, Alexandre Hébert, responsable de l'U.D.F.O. de Nantes, était un invité permanent du bureau politique de l'O.C.I. Mais il ne serait venu à l'idée d'aucun de ses membres de considérer Hébert comme trotskiste, tant son anarcho-syndicalisme était tenace».*

**Jean-Christophe CAMBADELIS**

*«Le chuchotement de la vérité». Plon. Paris 2000 p.200.*

# EN VRAC...

## C'EST L'ORDINATEUR

Vous l'avez tous entendu un jour ou l'autre dans la bouche d'un salarié derrière un guichet, parce que vous ne comprenez pas ou parce que vous protestez contre un courrier qui vient de vous parvenir et qui contient manifestement des erreurs: «*c'est l'ordinateur*». Dit sur un ton péremptoire qui sous entend: «*...et l'ordinateur ne peut pas se tromper*».

Ma conscience de classe me fait toujours rester calme devant cette énormité, car le salarié ne fait que répéter ce que son patron lui a dit ou dit de dire. Quand je suis mal luné, je demande plutôt à voir un «supérieur» pour lui parler du pays Or, cette énormité les énarquistes de Bercy viennent encore de nous la sortir à propos d'un sac de nœuds gratiné qui a fait parvenir à bon nombre de sujets de Fabius les feuilles d'impôts des voisins ou même d'inconnus.

Les ordinateurs ne sont pas des humains intelligents, ni même des humains stupides, mais des machines qui n'ont aucune intelligence, mais qui fonctionnent très vite pour suivre un programme, aujourd'hui, on dit aussi un «*logiciel*», pensé et mis au point par des humains supposés compétents. Quand l'ordinateur fait des bourdes, c'est que le programme a été mal pensé ou/et que la mise au point laisse à désirer. Pas nécessairement parce que le programmeur est barje: tout le monde peut se tromper. Ce n'est pas une raison pour faire raconter des âneries au bon popolo: l'ordinateur ne régurgite que les erreurs incluses dans son programme ou dans les données dont on l'a alimenté.

## HOUELLEBECQ EST-IL VRAIMENT CON?

Ce qui est certain c'est qu'il veut passer pour un salaud de stalinien: «*J'aime bien Staline parce qu'il a fait tuer beaucoup d'anarchistes*». (Comme l'ivrogne McCarthy a peut-être dit: «*J'aime bien Staline parce qu'il a fait tuer beaucoup de communistes*»). Il faut reconnaître que le profil effacé et égaré de ce pur produit du parisiannisme aurait convenu à un obscur fonctionnaire du NKVD, mais cela ne vaut même pas la peine de se déplacer pour lui tirer les oreilles et lui cracher entre les deux yeux, il en tirerait de la pub pour ses bouquins... qui, en général, sont bien écrits. Si un jour je le rencontre en public, je me ferais plaisir en l'interpellant: «*Ah! c'est vous Houellebecq! le con qui prétend que Prévert était un con!*». Il ne vaut pas plus.

Toutefois, on peut imaginer que, puisqu'il se prétend provocateur, il ne dit jamais ce qu'il pense. C'est dommage parce que lorsqu'il affirme que c'est stupide de traiter le sexe comme le Mal, je me sens plus proche de lui que du Paul des épîtres du nouveau testament.

A dire n'importe quoi, on finit pourtant par se prendre les pieds dans le tapis: excellente cette idée d'avoir sur le Sinaï une «*révélation*» selon laquelle «*croire à un seul Dieu était le fait d'un crétin*», mais le crétinisme est-il vraiment moindre quand il y a plusieurs dieux? Quant à la remarque que «*la religion la plus con, c'est quand même l'islam*», elle serait plus crédible avec la précision «*la plus con du moment*», le judaïsme et le christianisme ayant eu aussi leur époque de sommet dans le crétinisme. Et il en reste des traces, notamment en Israël, chez les Étatsuniens, George W. Busch en tête, et du côté du Vatican où le tartuffe Wojtyła fait pitié.

Pour l'islam, aujourd'hui, il se trouve que le «*recteur*» de la mosquée de Paris, l'ineffable Boubakeur, s'efforce de donner raison à Houellebecq en lui intentant un procès. L'un et l'autre confirment l'opinion de ma brave grand-mère parternelle: «*la connerie humaine est bien incommensurable*».

## UN AUTRE NITRATE...

...ou peut-être le même, puisque le nitrate d'ammonium entre (faiblement, de l'ordre de quelques pour cent) dans la composition d'engrais industriels.

L'avantage d'être un vieux con, c'est qu'on a plus de souvenirs que les cons plus jeunes. En 1947, un cargo chargé de nitrate d'ammonium a explosé dans un port du Texas, faisant plus de 600 morts, et, la même année, un autre a explosé dans le port de Brest. A part ça, le nitrate d'ammonium n'est pas dangereux...

Je me souviens pourtant que dans les cours de chimie des classes préparatoires aux écoles d'ingénieurs, il faisait partie des corps contre lesquels on nous mettait en garde. Sa formule de décomposition est «*causante*»:  $\text{NO}_3\text{NH}_4 = \text{N}_2\text{O} + 2 \text{H}_2\text{O}$ , 80 grammes de produit solide se transforment instantanément, en théorie, en environ 70 litres de gaz à température et pression ordinaires, volume augmenté par le dégagement de chaleur. Pour obtenir ce résultat, il suffit d'un point chaud (160 à 200°C) dans la masse.

Quand on en stocke des dizaines de tonnes (à Toulouse, plus de 300 tonnes paraît-il) à même le sol, sans précaution particulière «*parce qu'il n'y a rien à craindre*», il est normal qu'un jour ça finisse par péter,



sans intervention malveillante. Le risque zéro n'existe nulle part. Et il est certain que la direction de l'usine a minoré le risque, à tous les niveaux, internes et externes.

En outre, je me souviens que quand j'étais étudiant à Toulouse, vers le milieu des années 50, l'urbanisation du secteur était quasiment nulle. Le terrain ne devait pas valoir cher parce que les usines dégageaient des odeurs désagréables. Les promoteurs ont dû s'en donner à cœur joie pour y construire des logements destinés à des braves gens aux revenus modestes, et les politiques locaux les ont laissé faire. Et vive la décentralisation municipalisatrice!

## **COPINAGE**

Il y a deux ou trois ans, nous vous avons signalé la publication de la thèse d'histoire d'un bon pote, Gaetano Manfredonia, *La chanson anarchiste en France des origines à 1914 (L'Harmattan, Paris 1997)*. Gaetano vient de récidiver avec un «*Que sais-je*» (n°3613, PUF): *L'anarchisme en Europe*. En 125 pages (format de poche) de survol, il y a obligatoirement des trous remarquables par les pinailleurs. Pour le XIX<sup>ème</sup> siècle, tout baigne, mais pour le XX<sup>ème</sup>, dommage que le manque de place n'ait pas permis de signaler qu'en Italie la plupart des intellectuels du mouvement «*futuriste*», ainsi qu'une bonne partie des syndicalistes révolutionnaires de l'USI, ont basculé du côté de Mussolini. Si on ne veut pas voir se renouveler ce genre d'erreurs, il faut les assumer et ne pas les gommer de notre histoire.

Quant à la partie actuelle, nos divergences avec Gaetano n'ont pas varié: il voit de l'espoir dans ce qu'à l'UAS nous jugeons être de la déliquescence, de la décomposition. Par exemple, le municipalisme du camarade étasunien Bookchin, car peut-on gérer une commune dans l'État capitaliste sans participer au fonctionnement de l'État capitaliste? Par exemple encore le suivisme quasi-systématique et imbécile des thèses écologistes.

Mais il vaut mieux qu'on parle de nous, même en termes erronés. Merci donc à Gaetano d'aider à faire s'écrouler le mur du silence. Enfin, il est toujours bon de rappeler que nous revendiquons le droit à l'erreur pour tous, y compris pour nous-mêmes.

## **SCOOP**

Selon notre taupe aux RG, José Bové aurait un brevet de pilote. Question: le taliban anti-OGM se prendrait-il pour un kamikaze?

## **REMERCIEMENTS**

Deux lecteurs m'ont adressé le texte de la «*Pétition pour des villageois qu'on empêche de danser*» de Paul-Louis Courier. Merci. Qu'ils veuillent bien m'excuser si je ne leur ai pas répondu personnellement, j'étais en train de m'adonner au passe-temps à la mode: apprendre à piloter des avions de ligne en Floride, mais rassurez-vous, je ne suis pas suicidaire.

**Marc PRÉVÔTEL.**

-----

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»  
19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé  
Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.  
Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP 515-14 C Nantes  
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste  
Directeur de publication: Alexandre HÉBERT

-----